



CHANTIER RJH - SECURISATION DU CHEMIN PIETON

MARCHE N° 400XXXX

ENTRE :

Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019, représenté par **Monsieur Mickael MATRAY**, agissant en qualité de Responsable Logistique du projet RJH,

ci-après dénommé « **le CEA** » d'une part

ET :

La société **xxx**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de xx et dont le siège social est situé au xxxxx ,

représentée par **XXXXXX**, agissant en qualité de XXXXXX au sein XXXXXX,

ci-après dénommée « **le Titulaire** » d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET	3
ARTICLE 2.	DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3.	NATURE ET STRUCTURATION DU MARCHE	3
ARTICLE 4.	CONDITIONS D'EXÉCUTION	4
4.1	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	4
4.1.1	<i>Obligation de résultat</i>	<i>4</i>
4.1.2	<i>Obligation générale de conseil et d'information</i>	<i>4</i>
4.1.3	<i>Confidentialité</i>	<i>4</i>
4.1.4	<i>Conflit d'intérêt</i>	<i>5</i>
4.1.5	<i>Lieu et horaires d'exécution de la prestation</i>	<i>5</i>
4.1.6	<i>Traçabilité</i>	<i>5</i>
4.1.7	<i>Conformité aux normes</i>	<i>5</i>
4.2	CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	5
4.2.1	<i>Livrables documentaires</i>	<i>5</i>
4.2.2	<i>Suivi et contrôle des prestations</i>	<i>5</i>
4.2.3	<i>Responsables techniques</i>	<i>6</i>
4.2.4	<i>Nettoyage</i>	<i>6</i>
4.2.5	<i>Protection des ouvrages et des équipements par le Titulaire</i>	<i>6</i>
ARTICLE 5.	CONDITIONS FINANCIÈRES	7
5.1	CONTENU ET CARACTERES DES PRIX	7
5.2	DECOMPOSITION DU MONTANT DU MARCHE	7
5.2.1	<i>Prestations à prix ferme et forfaitaire :</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
ARTICLE 6.	CONDITIONS DE PAIEMENT	7
6.1	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT DES PRESTATIONS A PRIX FERME ET FORFAITAIRE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 7.	CONDITIONS DE FACTURATION	7
7.1	MODALITES DE FACTURATION	7
7.2	REGIME FISCAL	8
ARTICLE 8.	SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 9.	DURÉE ET DELAIS D'EXECUTION.....	8
ARTICLE 10.	PENALITES	8
10.1	PENALITES DE RETARD	8
10.2	PENALITES LIEES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
10.3	MODALITES D'APPLICATION ET PLAFOND	8
ARTICLE 11.	QUALITÉ / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT.....	9
ARTICLE 12.	RECEPTION	9
ARTICLE 13.	GARANTIE.....	9
ARTICLE 14.	JURIDICTION COMPÉTENTE	9
ANNEXE 1	DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)	11
ANNEXE 2	OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT À SON PERSONNEL.....	12
ANNEXE 3	PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES	15

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B26-XXXXX-PBA	400XXXXX	2/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Affaire suivie techniquement par :
Nom : Anthony TOPIN (ASSYSTEM)
Email : Anthony.TOPIN@cea.fr
Tél : 04.13.58.09.53

Affaire suivie commercialement par :
Nom : Pierre BARFUSS (SCALIAN OP)
Email : Pierre.BARFUSS@cea.fr
Tél : 04.13.58.02.26

ARTICLE 1. OBJET

Le présent marché, a pour objet de définir les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, les travaux de sécurisation du chemin piéton du poste de garde RJH (Bargette) jusqu'aux bases-vies, pour le compte du CEA site de Cadarache – Direction du projet RJH.

ARTICLE 2. DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- le dossier de consultation du CEA référencé B26-00421-PBA,
- le Cahier des Charges référencé DOC-0047934 - A,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (Edition de Janvier 2022),
- Le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée xx en date du xx/xx.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les pièces contractuelles et les documents remis par le CEA au TITULAIRE, à la notification du marché ou en cours de son exécution, doivent être vérifiés par ce dernier. Le TITULAIRE ne doit pas engager une opération quelle qu'elle soit à partir d'un document qui lui est remis et qui n'est pas déclaré « applicable » par le CEA. Ces documents peuvent être remis sous forme informatique. En cas de contestations ou de litiges, la version papier prévaut.

Le TITULAIRE est tenu de signaler par écrit au CEA, avant toute exécution des études, puis des travaux et / ou des fabrications, toute erreur ou omission et de proposer éventuellement les modifications ou adaptations qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la parfaite exécution du marché. Une fois l'exécution des études, puis des travaux et / ou fabrications concernés commencée, le TITULAIRE est réputé ne pas avoir d'observation.

ARTICLE 3. NATURE ET STRUCTURATION DU MARCHÉ

La prestation, objet du marché, sera réalisée conformément aux dispositions des documents CEA précités, ainsi qu'aux prescriptions des textes et normes en vigueur.

Le marché est structuré de la manière suivante :

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC EMETTEUR	B26-00421-PBA AFFAIRE	400XXXXX Numéro de marché	3/16
---------------------------------------	-----------------------------	--------------------------	------------------------------	------

- Part ferme et forfaitaire :
 - Mission 1 : Etudes préalables et implantation
 - Mission 2 : Sécurisation du chantier
 - Mission 3 : Enlèvement de la sécurisation des existantes
 - Mission 4 : Fourniture et mise en place des glissières de sécurité

ARTICLE 4. CONDITIONS D'EXÉCUTION

4.1 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

Du seul fait de l'apposition de sa signature sur le présent marché, le Titulaire reconnaît avoir reçu du CEA, toutes les indications nécessaires pour réaliser dans les règles de l'art, les prestations qui lui sont demandées et avoir une parfaite connaissance des exigences imposées pour leur réalisation.

Le Titulaire est réputé s'être assuré de l'exactitude des informations qui lui sont remises par le CEA, ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché, étant précisé que toute prestation défectueuse sera reprise par ce dernier dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais. Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA.

4.1.1 Obligation de résultat

Les prestations objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent marché, sans formalités juridiques ou judiciaires préalables et sans préjudice de dommages-intérêts éventuels conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA).

Le Titulaire du présent marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimés par le CEA dans ses documents contractuels.

4.1.2 Obligation générale de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.1.3 Confidentialité

Le Titulaire est tenu de respecter le caractère secret ou confidentiel des informations dont il a connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de l'appel d'offres ou de l'exécution du marché.

Il répond du respect de ce caractère secret ou confidentiel par son personnel, ses fournisseurs ou ses sous-traitants.

Ces informations ne peuvent, sans autorisation de la personne responsable du marché, être communiquées à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC EMETTEUR	B26-00421-PBA AFFAIRE	400XXXXX Numéro de marché	4/16
---------------------------------------	-----------------------------	--------------------------	------------------------------	------

4.1.4 Conflit d'intérêt

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

4.1.5 Lieu et horaires d'exécution de la prestation

La prestation sera principalement réalisée sur la zone du chantier clos et indépendant du RJH à Cadarache, plus précisément dans le secteur situé entre les bases-vie et le poste de garde. Les horaires d'accès au chantier RJH sont spécifiés dans le règlement de chantier du RJH.

4.1.6 Traçabilité

L'ensemble des actions réalisées ou prévues par le Titulaire, à son initiative ou consécutivement à une demande du CEA doit faire l'objet d'un enregistrement précis permettant la traçabilité des opérations.

4.1.7 Conformité aux normes

Les prestations seront exécutées conformément aux règles de l'art, et aux prescriptions des codes, lois, règlements, instructions, normes, ainsi que des documents techniques unifiés en vigueur et des documents et définition de référence mentionnés dans le Cahier des Charges. Ils devront être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail.

Le Titulaire sera toujours réputé s'être assuré de l'exactitude des descriptifs / indications / informations qui lui seront remis par le CEA, ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

4.2 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

4.2.1 Livrables documentaires

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la totalité des documents devant être réalisés dans le cadre des prestations conformément aux exigences des documents applicables précités à l'article 2, à la fréquence demandée et dans les temps impartis.

Conformément à la spécification de management applicable aux fournisseurs, tous les documents devront être acceptés par le CEA et seront la propriété du CEA, après leur acceptation.

Cette acceptation ne pourra en aucune manière et à aucun moment être invoquée par le Titulaire pour s'exonérer ou tenter de s'exonérer de tout ou partie de ses responsabilités.

4.2.2 Suivi et contrôle des prestations

Les modalités de suivi de la prestation sont définies à l'article 6.3 du cahier des charges DOC-0047934 - A. La mise en œuvre des actions proposées au stade de l'offre en terme de maîtrise de l'environnement seront détaillées par le titulaire lors de la réunion d'enclenchement. Par la suite ces points seront suivis une fois par mois, lors des réunions hebdomadaires.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC EMETTEUR	B26-00421-PBA AFFAIRE	400XXXXX Numéro de marché	5/16
---------------------------------------	-----------------------------	--------------------------	------------------------------	------

4.2.3 Responsables techniques

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

Pour le CEA :

Nom : Anthony TOPIN (ASSYSTEM)

Email : Anthony.TOPIN@cea.fr

Tél : 04.13.58.09.53

Pour le Titulaire :

Nom :

Email :

Tél :

Le CEA et le Titulaire pourront changer de responsable en cours de marché moyennant le respect d'un préavis de quinze jours notifié par simple courrier.

4.2.4 Nettoyage

Les prix et le planning du TITULAIRE prennent en compte les contraintes de nettoyage du chantier définies dans les instructions générales de chantier au dernier indice en vigueur, ainsi que les contraintes d'intervention liées à ses prestations au repli du chantier.

4.2.5 Protection des ouvrages et des équipements par le Titulaire

Le CEA est responsable de la protection des parties communes.

Un état des lieux contradictoire sera dressé avant et après intervention sur site.

- Protection de ses équipements par le TITULAIRE :

Le TITULAIRE est tenu de protéger les équipements qu'il installe contre tous risques d'agression externe ou de pollution interne qu'on peut attendre sur un chantier de travaux.

- Protection des ouvrages déjà réalisés ou des équipements de lots tiers installés :

Le TITULAIRE qui intervient dans des zones où des ouvrages sont déjà réalisés et où des équipements de lots tiers peuvent être installés est tenu de prendre les dispositions nécessaires de protection afin d'éviter toutes dégradations desdits travaux et équipements. Les dispositions prises doivent être adaptées aux risques générés par les travaux du TITULAIRE. En particulier, il peut être amené à compléter les protections des équipements des lots tiers s'il les juge insuffisantes en regard des risques qu'il génère.

- Protection des ouvrages et équipements d'entreprises tierces :

Le TITULAIRE doit s'assurer que les ouvrages définitifs et les équipements de lots tiers installés dans la zone où il doit intervenir sont suffisamment protégés (contre pollution et agressions) par rapport aux travaux qu'il doit effectuer. En cas d'insuffisance de protection, il doit en avertir le CEA et mettre en place les moyens et actions nécessaires pour circonscrire sa zone de travaux afin de d'assurer toute absence de dégradation ou pollution des équipements tiers.

Le TITULAIRE est également responsable et prend en charge l'ensemble des reprises et réparations (hors travaux de peinture) rendues nécessaires par l'exécution de ses travaux dans la zone allouée. Le TITULAIRE s'assure de la faisabilité de ces reprises tout au long de l'avancement de ses travaux, en adoptant notamment un ordonnancement adapté lorsqu'il le juge nécessaire.

Sur demande du CEA un état des lieux pourra être établi, avec présence du TITULAIRE, conformément aux IGC TA-2004111 indice. F et TA-6332342 indice. D.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B26-00421-PBA	400XXXXX	6/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 5. CONDITIONS FINANCIÈRES

5.1 CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

Les prix forfaitaires sont réputés comprendre l'ensemble des charges et dépenses de toutes natures nécessaires à la parfaite réalisation du marché, et s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées par le titulaire lors de l'exécution des prestations.

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois de l'année de remise de l'offre.

Ils sont fermes et non révisables.

5.2 DECOMPOSITION DU MONTANT DU MARCHÉ

Le montant du marché s'élève à la somme XXX € HT, calculée sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) annexée au présent marché.

Ce montant se décompose comme suit :

- Mission 1 : Etudes préalables et implantation : XXX € HT
- Mission 2 : Sécurisation du chantier : XXX € HT
- Mission 3 : Enlèvement de la sécurisation des existantes : XXX € HT
- Mission 4 : Fourniture et mise en place des glissières de sécurité : XXX € HT

ARTICLE 6. CONDITIONS DE PAIEMENT

Les prestations objet du présent marché sont rémunérées à prix ferme et forfaitaire.

Elles feront l'objet d'une facturation unique à l'issue de leur réalisation, après constat par le CEA de leur bonne exécution.

Le paiement interviendra dans les conditions prévues par les Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 7. CONDITIONS DE FACTURATION

7.1 MODALITES DE FACTURATION

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent marché devront porter la référence de ce dernier ainsi que des éventuels AMC correspondants.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le TITULAIRE au titre du marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** CEA : 400xxxxx

Pour tout renseignement :

- mail générique : RELANCES@cea.fr,
- ligne dédiée : 01 69 08 47 50
- difficultés techniques dans CHORUS : CONTACT_DEMAT@cea.fr.

Le C.E.A en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le C.E.A après exécution.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC EMETTEUR	B26-00421-PBA AFFAIRE	400XXXXX Numéro de marché	7/16
---------------------------------------	-----------------------------	--------------------------	------------------------------	------

7.2 REGIME FISCAL

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA. Le TITULAIRE s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 8. SOUS-TRAITANCE

Outre les dispositions de l'article 7 des CGA qui sont applicables, il est précisé que :

- Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.
- Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications du marché relatives aux prestations sous-traitées.
- La sous-traitance totale est interdite.

ARTICLE 9. DURÉE ET DELAIS D'EXECUTION

Le présent marché est conclu pour une durée de x mois ferme, à compter de la date de la réunion d'enclenchement du marché.

Le titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations objet du présent marché dans ce délai, conformément au planning d'exécution qu'il aura proposé dans son offre et validé par le CEA lors de la réunion d'enclenchement.

La fin des prestations correspond à l'achèvement complet des travaux et à leur acceptation par le CEA.

ARTICLE 10. PENALITES

10.1 PENALITES DE RETARD

En cas de non-respect des délais contractuels, les pénalités applicables sont celles prévues à l'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

10.2 PENALITES LIEES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Sans préjudice des dispositions prévues par les Conditions Générales d'Achat du CEA, les manquements suivants pourront donner lieu à l'application des pénalités suivantes :

- Non-respect des prescriptions techniques définies au cahier Des Charges pour la fourniture et la pose des glissières de sécurité : 150 € HT par manquement constaté,
- Mise en œuvre non conforme nécessitant une reprise des travaux : 200 € HT par manquement constaté,
- Non-respect des dispositions d'organisation du chantier impactant la circulation des usagers ou des navettes : 150 € HT par constat.

Ces pénalités sont applicables à compter du constat formalisé par le CEA.

10.3 MODALITES D'APPLICATION ET PLAFOND

Les pénalités prévues au présent article sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Le montant cumulé des pénalités est plafonné à 10% du montant total HT du marché.

L'application des pénalités n'exonère pas le titulaire de l'exécution de ses obligations contractuelles ni de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC EMETTEUR	B26-00421-PBA AFFAIRE	400XXXXX Numéro de marché	8/16
---------------------------------------	-----------------------------	--------------------------	------------------------------	------

ARTICLE 11. QUALITÉ / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base depuis la phase de conception jusqu'au démantèlement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

ARTICLE 12. RECEPTION

L'ensemble du marché fait l'objet d'une réception, prononcée conformément aux dispositions des articles 30 et 34 des Conditions Générales d'Achat du CEA, complétées par les documents de management de projet.

La réception du marché est prononcée au terme de l'acceptation de la totalité des obligations du TITULAIRE.

ARTICLE 13. GARANTIE

Les conditions de garantie applicables au marché sont celles figurant aux Conditions Générales d'Achat du CEA (cf. chapitre 11 des CGA).

ARTICLE 14. JURIDICTION COMPÉTENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Marseille.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B26-00421-PBA	400XXXXX	9/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



Fait en un exemplaire électronique :

Pour le CEA :	Signature : Date :
Pour le Titulaire :	Signature : Date :

ANNEXE 1 DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)

<i>Dispositions contractuelles du marché</i>	<i>Projet RJH / SC</i>	<i>B26-00421-PBA</i>	<i>400XXXXX</i>	11/16
	<i>EMETTEUR</i>	<i>AFFAIRE</i>	<i>Numéro de marché</i>	

ANNEXE 2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT À SON PERSONNEL

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail

et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle,
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités,
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC EMETTEUR	B26-00421-PBA AFFAIRE	400XXXXX Numéro de marché	12/16
---------------------------------------	-----------------------------	--------------------------	------------------------------	-------

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnements ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
 - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
 - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
 - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

3. Respect par le Titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B26-00421-PBA	400XXXXX	13/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

4. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5. Les modalités d'accès au Centre

5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

6. La sous-traitance

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de marché ou en cours d'exécution.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC EMETTEUR	B26-00421-PBA AFFAIRE	400XXXXX Numéro de marché	14/16
---------------------------------------	-----------------------------	--------------------------	------------------------------	-------

ANNEXE 3 PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES

Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du marché n'ont pas vocation à être publics.

Le TITULAIRE s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du C.E.A, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le TITULAIRE doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du C.E.A

L'exécution du marché peut conduire le TITULAIRE à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense ¹, relèvent au C.E.A de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

- DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

- DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI).

En application, le C.E.A a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le C.E.A, le TITULAIRE peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuiciel.

- Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, C.E.A, TITULAIRE, co-traitant et sous-traitant.

(*) Accès par mot de passe

¹ Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC EMETTEUR	B26-00421-PBA AFFAIRE	400XXXXX Numéro de marché	15/16
---------------------------------------	-----------------------------	--------------------------	------------------------------	-------

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, We Transfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*: Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom		
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

Système d'information

Dans le cas où des informations du C.E.A doivent être traitées sur le système d'information du TITULAIRE, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du TITULAIRE. Le cas échéant, le C.E.A indiquera au TITULAIRE les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le TITULAIRE s'engage à restituer au C.E.A, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le C.E.A ou émis au titre du présent contrat.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B26-00421-PBA	400XXXXX	16/16
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	